

Less is more. *Que faudrait-il abolir dans notre société ?*

John Pitseys et Thomas Ferretti

« Pour moi, dit Socrate, je ne crois pas avoir besoin de plus d'argent, et je me trouve assez riche ; mais toi, Critobule, tu me parais bien pauvre, et, par Zeus, j'ai quelquefois bien pitié de toi. (...) Car ce que j'ai est suffisant pour me procurer ce qui me suffit ; mais, étant donné l'appareil qui t'entourne et ta réputation, même si tu ajoutais à ta fortune présente trois fois autant, il me semble que tu n'aurais pas encore assez. »

Xénophon, *Économique*

Riche est celui qui a peu de besoins. Telle est l'idée fondamentale dans l'*Économique*, de Xénophon (IV^e siècle avant J.-C.)¹. Socrate ne possède presque rien, mais assure qu'il est plus riche et plus en mesure de satisfaire ses besoins que Critobule, un riche propriétaire terrien. Critobule dépense d'énormes sommes d'argent et cherche toujours à accroître sa richesse. Il n'a jamais assez pour satisfaire ses caprices, il dépend toujours des autres, et il est toujours à la recherche de la reconnaissance des plus fortunés. Par conséquent, il ne se sent jamais satisfait. En revanche, Socrate a très peu de besoins et le peu de ressources qu'il a le satisfait. Il en a même assez pour en donner aux autres. Pour lui, être riche ne dépend pas de la quantité de richesse que nous possédons. Ce qui importe, c'est que nos possessions répondent à nos besoins. Pour être riche, il faut apprendre à limiter ses besoins.

Il y aurait très peu de choses à ajouter si tous les citoyens adoptaient le mode de vie proposé par Xénophon et incarné par Socrate. Une bienveillance fraternelle envers nos concitoyens et des règles très simples de coordination suffiraient à organiser la vie collective et à distribuer les bénéfices de la coopération sociale. Dans une telle société, les ressources pourraient être distribuées « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins ». Ce jour-là, nous serions dans un état d'abondance et la plupart des problèmes politiques et des conflits d'intérêts disparaîtraient. Malheureusement, ce jour n'est pas encore arrivé. C'est précisément parce que cette société d'abondance semble hors de portée et que l'homme est libre de ne pas être frugal que les sociétés humaines s'interrogent sur le sens de la justice et de la politique.

¹ Platon et Xénophon ont tous deux écrit des dialogues socratiques. L'*Économique*, de Xénophon, est l'un de ces dialogues (L.-A. DORION, « Socrate Oikonomikos », in M. NARCY, A. TORDESILLAS (dir.), *Xénophon et Socrate : actes du colloque d'Aix-en-Provence, 6-9 novembre 2013*, Paris, Vrin, 2008).

Aujourd'hui, nos sociétés pluralistes sont souvent caractérisées par les conflits de valeurs et d'intérêts, la violence et la rareté des ressources. Elles sont parcourues de désaccords profonds sur la manière d'organiser la vie collective et de distribuer ses avantages. C'est la raison pour laquelle nous avons besoin de principes de justice afin de répartir les biens sociaux disponibles et de règles de bon gouvernement afin que la détermination collective de ces principes de justice soit considérée légitime. Malgré les conflits, il faut tenter de construire des institutions sociales plus équitables. Voilà pourquoi, 500 ans après la publication de l'*Utopie* par Thomas More, à Louvain, il faut raviver notre disposition à penser un monde plus juste. C'est ce à quoi s'est attelé le dossier récemment publié par *La Revue nouvelle*².

Deux précisions s'imposent pour bien comprendre l'exercice auquel se livrent les auteurs des articles réunis dans celui-ci. La première porte sur la définition de l'utopie. D'abord, quelle que soit sa dimension poétique ou onirique, une utopie n'est jamais une simple fantaisie. Si l'utopie nous projette dans un autre monde (*u-topos* : le lieu qui n'existe pas), elle vise malgré tout à nous faire réfléchir au monde qui existe, le nôtre, et à nous faire entrevoir comment l'améliorer. Ensuite, poursuivre une utopie irréalisable, qui ne tiendrait pas compte des contraintes inévitables de faisabilité politique et économique, par exemple, serait vain et inutile. Ce qu'il nous faut, ce sont des « utopies réalistes »³, qui prennent les êtres humains tels qu'ils sont, avec leurs faiblesses ou leur fourberie, mais réfléchissent à la société telle qu'elle devrait être. Comme le soulignait James Madison dans le cas des gouvernements et des mécanismes nécessaires pour contrôler leur pouvoir : « L'ambition doit être utilisée pour contrer l'ambition... C'est peut-être une réflexion sur la nature humaine, que de tels mécanismes soient nécessaires pour contrôler les abus du gouvernement. Mais qu'est-ce qu'un gouvernement lui-même, sinon la plus grande des réflexions sur la nature humaine ? Si les hommes étaient des anges, aucun gouvernement ne serait nécessaire »⁴. Tout en laissant aux auteurs la liberté de suivre leur imagination, ceux-ci ont été encouragés à se concentrer sur des utopies réalistes.

La deuxième précision porte sur le thème du dossier publié par *La Revue nouvelle* : « *Less is more* ». Si ce slogan s'applique généralement aux individus (avoir moins, c'est mieux), il pourrait peut-être aussi s'appliquer aux sociétés (moins d'institutions, est-ce mieux ?). En effet, quand on réfléchit aux utopies sociales, on pense le plus souvent à créer de *nouvelles* institutions, c'est-à-dire de nouveaux ensembles de règles et de pratiques communes, formelles ou informelles, pour organiser la vie collective. Les utopies nous mènent donc, souvent, à ajouter de l'existant à l'existant. On rêve de plus de justice, de plus de confort, de nouvelles inventions, de nouveaux droits. Toutefois, ne serait-il pas utile d'envisager la démarche contraire ? Les politiques, les institutions et même les objets qui font partie de notre environnement quotidien sont-ils réellement indispensables ? Avant d'imaginer une nouvelle société, ne faudrait-il pas faire le ménage dans les institutions et les pratiques sociales actuelles, et se demander plutôt lesquelles il faudrait abolir ?

Tailler dans l'inutile, raser le nuisible, supprimer l'injuste : le dossier a tenté d'imaginer une société sans tout ce superflu qui nous empêche d'avancer collectivement. C'est

² *La Revue nouvelle*, n° 6, 2016. Le présent article constitue l'introduction de ce dossier.

³ Selon la formule consacrée de J. RAWLS, *Justice as Fairness*, Cambridge, Harvard University Press, 2001.

⁴ Madison dans les *Federalist* n° 51 (notre traduction). Sur cette conception de la théorie politique, voir aussi J. WALDRON, « *Political* » *Political theory*, Oxford Inaugural Lecture, 2012.

pourquoi il rassemble des textes qui tentent de justifier une société sans actionnaires (Thomas Ferretti), une société sans croissance (Emeline De Bouver et Charlotte Luyckx), une société sans impôt (Edoardo Traversa), une société sans voitures (François Schreuer), une société sans prisons (Chloé Branders et Julianne Laffineur), une société sans orthographe (Anne Dister), ou encore une société sans notation scolaire (Thomas Michiels)⁵.

L'exercice semble facile et sans fin s'il s'agit simplement de supprimer en pensée les éléments de notre société qui nous semblent indésirables. Il est plus délicat dès lors qu'il s'agit de toucher à des institutions sociales qui nous paraissent naturelles, inévitables, ou elles-mêmes utopiques. Quelles seraient les conséquences de l'abolition totale de la propriété privée ? Dans quel monde vivrait-on pratiquement si celui-ci était parvenu à bannir la croissance ? Comment envisager une société sans prison sans réfléchir également sur le statut du crime, de la peine et du droit ? Au nom de quoi veut-on supprimer l'école ou cet outil d'apprentissage qu'est la note ?

Sans compter que, si une institution existante peut être défectueuse, elle n'est pas pour autant inutile. Faut-il l'abolir au simple motif qu'elle présente des effets pervers ? Comment prendre en charge les fonctions, les usages qui rendent cette institution indispensable aujourd'hui ? Ne faudrait-il pas plutôt laisser de côté les idées révolutionnaires et se contenter de réformer ce qui ne va pas, de colmater les brèches ? Il reste qu'imaginer la disparition d'une institution nous force à bien réfléchir à son utilité et à concevoir d'autres manières d'organiser la société. Même lorsqu'elles nous paraissent provocatrices ou un peu bancales, les utopies sont donc une occasion de nous interroger sur la société dans son ensemble, et nous rappeler que celle-ci n'est pas un œuf de Fabergé immuable, mais qu'elle peut se transformer. Supprimer ce qui paraît nécessaire, c'est donc aussi interroger ce que l'on prend pour acquis.

Abordant toutes ces questions, le dossier récemment paru ne défend donc pas l'idée qu'une société juste devrait être moins gouvernée, ou qu'elle devrait se « désinstitutionnaliser ». Ce monde « sans » institutions superflues n'est pas un monde vide, bien au contraire. Il s'agit surtout de faire de la place pour d'autres manières, peut-être plus légères, d'organiser la société. Il nous invite à faire l'effort de toujours trouver une alternative préférable à l'existant. Mais bien sûr, même si toutes les utopies de ce dossier se présentent comme « réalistes », elles ne sont probablement pas pour demain. Il est de la responsabilité de chacune et de chacun de nous impliquer politiquement et de participer au débat public pour qu'éventuellement, elles se réalisent un jour.

Cet article a été publié dans : *La Revue nouvelle*, n° 6, 2016, pages 32-34.

Pour citer cet article dans son édition électronique : John PITSEYS et Thomas FERRETTI, « Less is more. Que faudrait-il abolir dans notre société ? », *Les @analyses du CRISP en ligne*, 9 novembre 2016, www.crisp.be.

⁵ Ce dossier spécial vient compléter une série de textes sur les Utopies publiés par *La Revue nouvelle* pendant l'année 2015-2016, notamment sur les utopies numériques, l'éducation citoyenne et le vieillissement.